

# LE NOUVEAU NOM DE LA PAIX

par Albert Beaudry

Juste avant Noël, j'entendais à la radio le célèbre astrophysicien américain Carl Sagan, l'auteur de *Cosmos*, faire le procès de la «Guerre des Étoiles» et de la politique de réarmement pratiquée par les grandes puissances. Il rappelait simplement qu'au cours de la dernière année, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1000 milliards de dollars, soit deux fois le total de la dette des pays du tiers monde.

Et il se demandait ce qu'on aurait pu réaliser si le dixième seulement de cette somme avait été appliqué à résoudre le problème de la faim, ou à lutter contre la mortalité infantile dans le tiers monde, ou à combattre l'analphabétisme.

Ces observations semblent tellement évidentes qu'on se surprend d'abord à les trouver banales et à s'étonner qu'une vedette internationale se fatigue à les répéter. Depuis qu'à l'époque coloniale a succédé l'ère du sous-développement, combien de sages et de prophètes, des plus grands hommes d'État jusqu'aux plus humbles coopérants, sont venus nous redire que nous dansons sur un volcan, à force de laisser se creuser le fossé entre peuples privilégiés et nations défavorisées.

## Vingt ans après

«Quand tant de peuples ont faim, quand tant de foyers souffrent de la misère, quand tant d'hommes demeurent plongés dans l'ignorance, quand tant d'écoles, d'hôpitaux, d'habitations dignes de ce nom demeurent à construire, tout gaspillage public ou privé, toute dépense d'ostentation nationale ou personnelle, toute course épuisante aux armements devient un scandale intolérable.»

Ce sont les mots de Paul VI, dans *Populorum Progressio*, la grande Encyclique sur le développement des peuples, publiée il y aura exactement vingt ans en mars. Il vaut la peine de relire ce texte fondamental, où sont épelés les graves enjeux de la justice et de la paix, et les causes idéologiques (le libéralisme) et

économiques (les termes de l'échange) du sous-développement, et le défi de «construire une civilisation de solidarité mondiale».

Saint Ambroise enseignait déjà que «la terre est donnée à tout le monde, et pas seulement aux riches». Paul VI traduit: «Il ne s'agit pas seulement de vaincre la faim ni même de faire reculer la pauvreté. Le combat contre la misère, urgent et nécessaire, est insuffisant. Il s'agit de construire un monde où tout homme, sans exception de race, de religion, de nationalité, puisse vivre une vie pleinement humaine, affranchie des servitudes qui lui viennent des hommes et d'une nature insuffisamment maîtrisée; un monde où la liberté ne soit pas un vain mot et où le pauvre Lazare puisse s'asseoir à la même table que le riche.»

## Le village global

Cet appel à la justice et à la solidarité n'est pas resté complètement sans réponse: l'aide au développement est devenue un poste au budget de l'État, modeste il est vrai et trop souvent détourné au profit de nos entreprises; de nombreux organismes privés de coopération internationale subventionnent des micro-projets et supportent le travail des coopérants; des scènes atroces de famine, les images des camps de réfugiés, l'exode des «boat people» réveillent périodiquement la générosité du public.

Mais, au plan des causes et des solutions à long terme, celles qui concernent les rapports économiques internationaux, comme le marché des matières premières, la nouvelle organisation internationale du travail ou la dette du tiers monde, nous ne sommes pas au bout de nos peines. Or il ne s'agit plus simplement de défendre de nobles idéaux: le tiers monde s'est rapproché. Nous le côtoyons chaque jour.

Voici quelques mois, les officiers du ministère fédéral de l'Immigration ont eu la surprise de voir arriver dans leurs

bureaux une vague de demandeurs de refuge en provenance du Ghana. Pour quoi, tout à coup, des Ghanéens? Probablement parce que, quelque temps auparavant, le Nigéria avait décidé de refouler à ses frontières tous les travailleurs et ressortissants originaires des pays voisins. C'est ainsi que des dizaines de milliers de Ghanéens, après avoir dû traverser le Mali et le Togo, se sont retrouvés dans leur pays d'origine, mais sans ressources et sans espoir de subsistance. Leur dernier recours: émigrer. Et pourquoi pas au Canada puisqu'il paraît qu'on y accueille assez bien ceux qui réussissent à y présenter directement leur demande d'asile?

Combien d'entre nous se sont jamais vraiment inquiétés de l'économie du Nigéria? Aujourd'hui, c'est dans les rues de Toronto et de Montréal qu'on peut en observer les retombées, conséquences, en fait, de l'échec de l'économie du développement en Afrique de l'Ouest. Et quand on se rappelle que le Nigéria est aujourd'hui un pays de plus de 100 millions d'habitants, et qu'il vient de négocier avec les banquiers du «Club de Paris» un rééchelonnement de sa dette, on est bien obligé de se rendre compte que le développement nous intéresse: entre la dette du Nigéria et nos nouveaux voisins, il n'y a qu'un billet d'avion.

Les articles de ce numéro reprennent trois aspects du problème du développement: la dette du tiers monde, qui illustre et structure aujourd'hui les rapports entre pays riches et pays pauvres; l'éducation au développement, qui représente la condition indispensable à un changement de politique dans les pays du Nord; les problèmes que suscite dans notre milieu la migration de population provoquée par le maldéveloppement.

De trois manières, ils nous indiquent notre véritable intérêt car ce qui se joue derrière ces déplacements de capitaux, de travail et de peuples, c'est la paix du monde. «La paix ne se réduit pas à une absence de guerre, fruit de l'équilibre précaire des forces, disait Paul VI, elle se construit jour après jour, dans la poursuite d'un ordre voulu de Dieu, qui comporte une justice plus parfaite entre les hommes.» ■

# LA DETTE DU TIERS MONDE

par Bonnie Campbell et Gilles Duruflé

L'endettement du tiers monde, c'est un peu l'épée de Damoclès suspendue au-dessus du système financier international et de tous les efforts de développement. S'y arrêter, c'est découvrir les rapports de forces économiques et politiques qui structurent notre monde, et l'im-passe où ils mènent. Bonnie Campbell enseigne l'économie politique à l'UQAM; Gilles Duruflé est spécialiste de l'économie du développement en Afrique. L'article ci-dessous résume une entrevue qu'ils nous accordaient, le 3 décembre dernier.

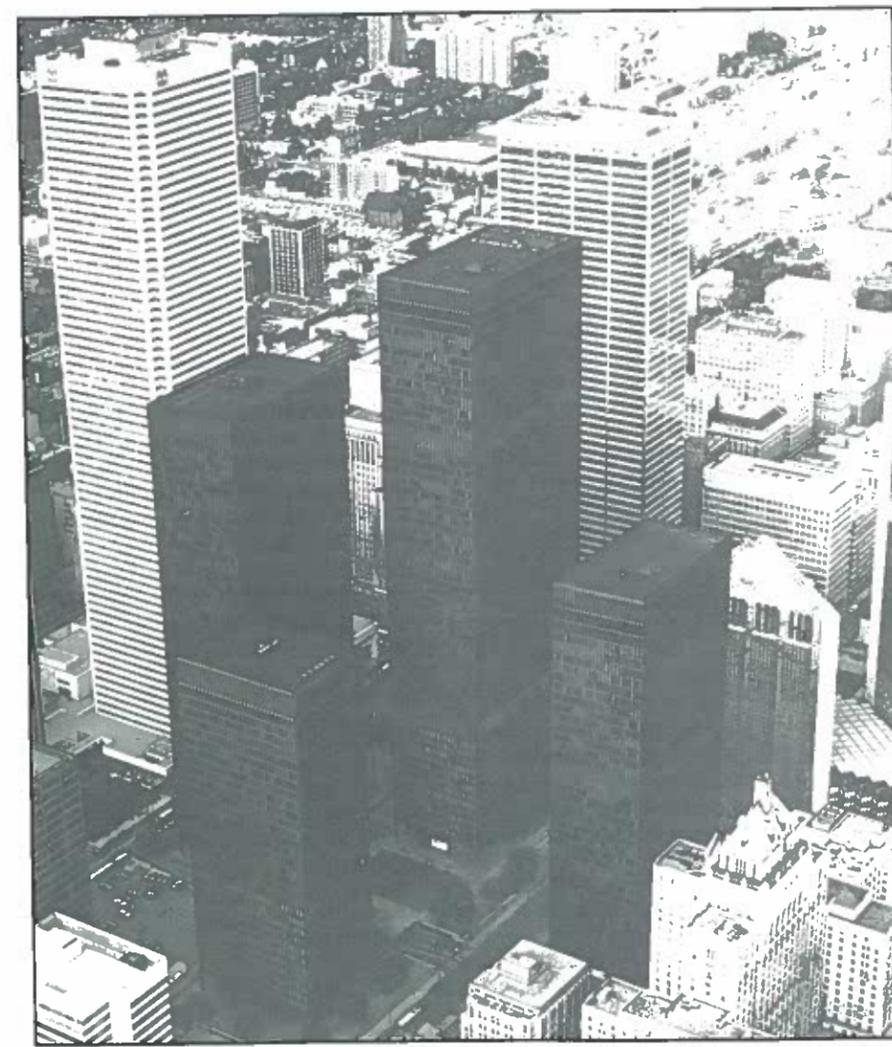
On peut lire dans les journaux que la dette du tiers monde se chiffre actuellement à quelque 1000 milliards de dollars. Le chiffre, à lui seul, confond l'imagination. Mais quand on parle de dette dans ce contexte, de quoi s'agit-il?

On appelle dette le montant des fonds transférés d'un créancier (une banque privée, un organisme de financement international, les agences de coopération des pays de l'OCDE, par exemple) à un débiteur (comme le gouvernement d'un pays en voie de développement) et qui donnent lieu à des remboursements à échéance fixe.

Évidemment, ce ne sont pas là les seuls argents qui reviennent du tiers monde vers les pays industriels. Les investissements (pensons à l'implantation d'une multinationale dans une zone franche du Sud-Est asiatique) entraîneront le versement de dividendes et le rapatriement de bénéfices vers la maison-mère. Il y a donc de grosses sommes qui remontent déjà du Sud vers le Nord, avant même qu'il soit question de rembourser les intérêts ou les tranches de l'emprunt.

## Une dette, c'est relatif

On distingue la dette «brute» de la dette «nette». La dette brute, c'est ce que A a emprunté de B, indépendamment de ce que A a prêté à B; la dette



Toronto: les grandes banques canadiennes

nette, c'est la différence entre les deux. Cette distinction entre dette brute et dette nette a beaucoup d'importance pour les pays industrialisés; elle en a moins pour les pays en développement<sup>1</sup> dans la mesure où ceux-ci sont essentiellement emprunteurs. Les États-Unis peuvent contracter des emprunts en Allemagne, et le gouvernement Ouest-allemand aux États-Unis; mais le Mali ne prête pas aux États-Unis.

Des dettes qui se chiffrent en milliards de dollars sont naturellement difficiles à concevoir et nous paraissent monstrueuses. Mais il faut se rappeler que, pour les pays comme pour les particuliers, la gravité de la dette se mesure à la richesse de l'emprunteur. Une dette de 5000 dollars n'a rien de catastrophique pour un médecin qui dispose d'un revenu annuel de 100 000 dollars; pour un travailleur au salaire minimum, c'est accablant. Leur crédit n'est pas le même.

A l'heure actuelle, ce sont les États-Unis qui ont la dette extérieure la plus élevée au monde; celle-ci s'élève à plus de 100 milliards de dollars. Depuis quelques années, nos voisins connaissent un déficit de leur balance commerciale et de leur balance des paiements, si bien que de créancier net ils sont devenus débiteur net. Mais compte tenu de leur richesse nationale, les États-Unis sont relativement peu endettés. Moins que le Canada ou le Québec, par exemple.

Si on entend beaucoup parler de la dette du Brésil ou de celle du Mexique, qui approchent les 100 milliards de dollars, c'est surtout parce que nos médias regardent la situation avec les yeux des créanciers, les grandes banques américaines et canadiennes qui ont consenti ces prêts et qui s'inquiètent du remboursement.

Le problème de la dette dans le tiers

monde peut aussi être considéré du point de vue des défavorisés du système financier international que sont les pays d'Afrique: en chiffres absolus, leur dette est beaucoup moins élevée, de l'ordre de quelques milliards de dollars seulement, mais relativement à la pauvreté de leur économie, elle est bien plus écrasante.

Comment apprécier la gravité de la dette extérieure d'un pays du tiers monde? Les économistes utilisent trois critères.

1) La richesse nationale mesurée par le Produit national brut (PNB). La dette du Brésil<sup>2</sup> représente 44% de son PNB; celle de nombreux pays africains correspond à 100% de leur PNB: la dette de ces pays est donc plus de deux fois plus lourde à supporter que celle du Brésil.

2) L'importance des exportations. En effet, les exportations procurent les devises lourdes qui permettent de rembourser «intérêts et principal», comme dirait la cigale. On peut comparer l'encours de la dette (le total des emprunts à rembourser) ou le service de la dette (les intérêts et la tranche de remboursement à rencontrer au cours de l'année) au montant annuel des exportations. En 1984, le service de la dette du Brésil représentait 36% de ses exportations; on trouve des pays africains où cet indicateur atteint 40 ou même 50%; par contraste, en Corée du Sud, où le montant de la dette équivalait à 37% du PIB, le service de la dette ne représentait que 16% des exportations.

3) Le troisième critère de la gravité de l'endettement correspond aux termes de l'emprunt: les taux d'intérêt, la devise dans laquelle on traite et ses fluctuations, les délais de remboursement, etc.

### Le «tiers monde»

Jusqu'à maintenant, nous avons parlé de la dette du tiers monde d'un point de vue strictement financier. On peut aussi y voir le symptôme d'un problème beaucoup plus vaste: le désordre économique international, ou encore, pour employer des termes plus neutres, le résultat de la nouvelle division internationale de travail amorcée depuis la fin des années 60. On parle de *délocalisation* pour désigner ce processus qui a entraîné une répartition très particulière des activités productives et des étapes de transformation, en faveur de certaines régions du premier monde et au détriment de la plus grande partie du tiers monde.

1. Ce terme est maintenant communément admis et il est requis ici pour des raisons pratiques. Il ne doit cependant pas faire illusion. Pour une grande partie des pays qu'il désigne, on doit actuellement parler d'enfoncement et non de développement.
2. Chiffres de 1984; source: BIRD, *Rapport sur le développement dans le monde 1986*.

## IL Y A TIERS MONDE ET TIERS MONDE

Dans *Le tiers monde et la crise* (Paris, La Découverte, 1986), Carlos Ominami propose de distinguer cinq situations économiques dans ce qu'on appelle «le tiers monde».

1) Les économies à régime pré-industriel, qui regroupent la plupart des économies africaines: la population est massivement rurale, on exporte des biens primaires, généralement des produits agricoles, non transformés.

2) Les pays d'industrialisation introvertie, qui, outre un secteur agricole, disposent d'un embryon d'industrie mais exclusivement destinée au marché intérieur, généralement peu compétitive et incapable d'exporter. On peut ranger dans ce groupe des pays comme le Pérou, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay.

3) Les économies tayloriennes, elles, ont profité de la délocalisation pour s'industrialiser. Mais il y a eu deux vagues.

La première comprend les «nouveaux pays industriels» (Hong Kong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour); dans la deuxième, on retrouve la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie. Leurs exportations sont industrielles, mais ils sont aujourd'hui menacés par la montée du protectionnisme.

4) Les pays pétroliers avaient bâti leurs besoins d'importations et leur niveau de consommation sur les rentrées du pétrole; mais depuis 1981, le prix du brut se trouve divisé par trois en dollars constants...

5) Enfin, il y a les économies mixtes de pays comme l'Inde, le Brésil ou le Mexique, qui ont un vigoureux marché interne et une réelle capacité d'exportation industrielle. L'agriculture n'y finance plus le développement de l'industrie mais les exportations ne suffisent pas encore à défrayer l'équipement. ■



Une économie taylorienne: la Corée du Sud

### L'histoire de la dette

En pratique, on est en train de cantonner la plupart des pays du tiers monde dans le rôle de fournisseurs de matières premières (c'est le cas de l'Afrique) ou de producteurs de biens finis pour un marché extérieur (comme en Asie du Sud-Est). On spécialise des pays dans la culture du cacao ou dans la fabrication de circuits intégrés, et la dette contribue à leur imposer ces «vocations». Pour rembourser, il faut des devises; pour avoir des devises, il faut exporter; voilà ce qu'il vous faut produire parce que nous sommes prêts à l'acheter.

Certains pays d'Asie du Sud-Est ou d'Amérique latine sont parvenus à faire évoluer à leur avantage leur position dans cette division internationale du travail, mais ils ne sont pas nombreux. Est-il besoin de souligner que ces vocations ne sont pas des lois de la nature? Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les deux tiers des produits manufacturés étaient fabriqués dans des régions qu'on appelle aujourd'hui le tiers monde, comme l'Inde ou la Chine.

En d'autres termes, le «tiers monde» est un fait historique, le résultat du colonialisme et des rapports économiques et politiques qui se sont développés depuis la fin de l'époque coloniale. La dette du tiers monde structure aujourd'hui d'ordre économique mondial. Elle n'est pas le fruit du hasard ou de la fatalité.

Pour expliquer l'origine du problème de la dette, tel qu'il se pose aujourd'hui, il suffit de remonter quelques années en arrière, car la Deuxième Guerre mondiale a pratiquement remis les compteurs à zéro du point de vue financier.

La dette est la résultante d'un double phénomène. D'une part, l'évolution de l'économie internationale (les échanges, les niveaux des prix, les politiques monétaires, les taux de change); ici, l'influence des pays industriels est déterminante car elle crée l'environnement pour les pays en voie de développement. D'autre part, l'évolution des stratégies et des performances internes des pays en développement, qui fait apparaître des situations assez contrastées d'un pays à l'autre. Du point de vue de la dette, comme du point de vue du développement économique, le tiers monde ne peut être considéré comme un tout parfaitement homogène: il y a de grandes différences d'un pays à l'autre.

Au niveau international, de l'après-guerre jusqu'à la fin des années 60, on assiste dans les pays industriels à une croissance soutenue et aut centrée. C'est au début des années 60 que la part des

pays en développement dans les échanges internationaux a été la plus faible. Les pays industriels se sont recentrés sur eux-mêmes: on produit beaucoup en Amérique du Nord et en Europe mais on échange entre soi, avec de très forts gains de productivité et une croissance soutenue.

Vers la fin des années 60, cette croissance entre progressivement en crise: les gains de productivité s'essouffent et la rentabilité du capital baisse. Du coup, voilà compromis l'équilibre qui s'était établi entre une organisation taylorienne du travail et une distribution du pouvoir d'achat par les salaires et les régimes de sécurité sociale du «Welfare State».

Les pays industriels se tournent alors vers les pays en voie de développement. On entreprend de délocaliser un certain nombre d'industries, avant tout pour profiter directement des salaires extrêmement bas (ce qui est une façon d'essayer de poursuivre les gains de productivité et la rentabilité du capital), et aussi pour trouver de nouveaux débouchés commerciaux. Cette stratégie rencontre l'intérêt des pays en voie de développement qui, eux, cherchent à s'industrialiser.

Dans un premier temps, on aura surtout des flux d'investissements directs et un début d'endettement, mais relativement modéré. Cet endettement peut

être un facteur de développement, et d'un développement équilibré, à condition que les investissements qui correspondent à cet endettement entrent eux-mêmes en production avec une bonne efficacité et qu'une partie de cette production puisse être exportée et rapporter des devises (pour rembourser les emprunts contractés).

En soi, l'endettement n'est pas quelque chose de négatif, rappelons-le. Dans nos économies, toutes les entreprises marchent sur endettement et la plupart d'entre elles marchent fort bien. Il est normal de se faire partiellement avancer le capital dont on a besoin pour produire.

### La croissance à tout prix

Après 1973, la crise s'accroît et la croissance des pays industrialisés est cassée. En même temps, la hausse des prix du pétrole a pour effet de déséquilibrer leur balance commerciale et de constituer des surplus financiers dans les pays de l'OPEP. Le premier monde choisit alors, coûte que coûte, de tirer la croissance par les exportations, ce qui permet de protéger la croissance et d'équilibrer la balance commerciale.

Le problème, c'est de savoir à qui exporter. Aux pays pétroliers, bien entendu, puisqu'ils ont de l'argent, mais il faut également exporter aux pays du tiers monde. C'est ce qu'on va appeler l'économie d'endettement international: pour pouvoir exporter dans les pays du tiers monde, on leur prête ce qu'il faut pour acheter chez les pays prêteurs<sup>3</sup>.

Cet arrangement devait avoir des conséquences redoutables. L'argent a été recyclé par des banques privées et, puisqu'il s'agissait d'exporter coûte que coûte, on a effectivement poussé les pays à acheter n'importe quoi, en leur fournissant immédiatement les fonds. Ce qu'on leur a ainsi vendu? À côté de certains investissements effectivement justifiés, des armes, ou des «cathédrales dans le désert», des barrages surdimensionnés, des industries que le pays n'arrive pas à maîtriser, des routes dont il n'a pas nécessairement besoin.

Prenons, par exemple, ce qu'on a appelé le Plan sucrier ivoirien. Dans le nord de la Côte-d'Ivoire, le gouvernement a annoncé la mise en chantier de six complexes sucriers. À l'intérieur, il y avait un besoin impérieux de rééquilibrer la croissance économique du pays au profit des gens de savane, qui avaient

des revenus nettement inférieurs. À l'extérieur, il y avait les pays fournisseurs de matériel, pressés de vendre. Le cas canadien est l'un des pires: la compagnie Redpath a surfacturé sans se gêner et vendu des équipements aux performances médiocres. La Régie Renault a également fourni un complexe. Celui-là, techniquement, marche bien mais, économiquement, c'est un désastre et on le savait déjà avant de le mettre en chantier: les études économiques qui le justifiaient avaient pris comme point de départ un prix du sucre totalement absurde. La Côte-d'Ivoire s'est lourdement endettée pour ce Plan sucrier: sur les 8 milliards de sa dette extérieure, il y a certainement un milliard qui en dépend directement. Et le pire, c'est que le sucre produit dans le pays revient nettement plus cher que celui qu'on importe!

Il y a donc, d'une part, la volonté des pays industriels d'exporter à tout prix, même au moyen de pratiques plus ou moins orthodoxes, et, de l'autre, des pays qui veulent absolument décoller économiquement, qui n'ont pas nécessairement la maîtrise voulue, qui n'échappent pas toujours à la corruption, et qui cèdent souvent au mirage de la fuite en avant. C'est que l'essoufflement des modèles de croissance agricole et l'arrivée de jeunes générations occidentalisées et pressées d'accéder à la richesse créent d'énormes pressions pour une politique expansionniste de surindustrialisation.

Dans ce contexte, certains pays se sont endettés pour un appareil qui est effectivement productif (la Corée, par exemple), mais plusieurs autres se sont endettés pour des rêves. C'est à ce moment-là que la dette a véritablement commencé à prendre de l'ampleur, et dans des conditions douteuses.

Le mouvement d'endettement a encore été encouragé par le boom sur le prix des matières premières, dans les années 1974-77: ce fut l'euphorie parce que les prix de la plupart des métaux et d'un certain nombre de produits agricoles ont littéralement flambé. Beaucoup de pays ont calculé leurs projets d'investissements sur le haut de la courbe des nouveaux prix, ou même parfois sur la pente de la courbe.

### La crise actuelle

C'est le retournement de 1979-80 qui a vraiment déclenché la crise. Arrivent le deuxième choc pétrolier et le changement de cap de la politique améri-

caine: d'expansionniste, celle-ci devient monétariste et restrictive. Qu'est-ce qui arrive aux États-Unis? Au lieu de pratiquer une gestion keynésienne de la crise en soutenant la demande (ce qui fait l'argent facile et avantage généralement les débiteurs parce que souvent les taux d'intérêt réels sont négatifs), les créanciers américains se sont rebellés pour exiger qu'on s'attaque à l'inflation et qu'on restaure des taux d'intérêt réel positifs.

Cette politique devait engendrer une contraction de la demande, une diminution du commerce international, une baisse des quantités et des prix, un relèvement des taux d'intérêt et une montée du dollar. Beaucoup de pays ont été coincés. Exportant moins, exportant moins cher, et devant payer plus pour leur dette et plus pour leur pétrole, ils se sont retrouvés avec des déficits de leur balance commerciale et de leur balance des paiements, qu'il leur a fallu financer en s'endettant. D'où un deuxième cycle de la dette, où il faut maintenant s'endetter pour payer les intérêts et l'amortissement... de la dette.

À l'heure qu'il est, le problème n'est pas réglé car, même s'il y a une légère reprise de l'économie mondiale, les taux d'intérêt réel restent élevés, et cela dépend directement de la politique américaine. Tant que le déficit des finances publiques et des finances extérieures américaines restera à son niveau actuel, les États-Unis auront besoin d'entrées de capitaux venant de l'extérieur. Ils vont élever leur taux d'intérêt, drainant ainsi les capitaux dont le tiers monde aurait besoin. Ce qui donne une importance considérable à la sphère financière au détriment de la sphère économique car, avec des taux d'intérêt réels fortement positifs, il est plus intéressant d'acheter des bons du Trésor américain que d'investir pour produire.

La santé de l'économie américaine reste préoccupante et on assiste à une montée du protectionnisme. Or les pays qui s'étaient endettés pour se doter d'un appareil productif doivent bien exporter pour pouvoir rembourser, et ils se retrouvent aujourd'hui devant de sérieuses difficultés. C'est le cas, notamment, du Brésil et de la Corée.

Quant aux pays pétroliers, ils avaient bâti leur besoin d'importation et leur

3. Du point de vue financier, cette manœuvre était possible à la fois à cause des surplus pétroliers et à cause de la rupture du système monétaire suite à la désindexation du dollar sur l'or et à l'apparition des euromonnaies, ce qui permettait de reprêter en devises sur des emprunts en devises (d'où un effet multiplicateur sur les surplus pétroliers).

## LA DOMINATION POLITIQUE

Pendant les années 70, au moment où on impose une austérité accrue aux pays du tiers monde, on note un tournant de l'accumulation à l'échelle mondiale. Le mot d'ordre de l'économie orthodoxe devient: le développement par la promotion des exportations industrielles. On commence à attribuer des rôles «naturels» à certains pays à cause de leur prétendue dotation en main-d'œuvre abondante et bon marché. Il ne s'agit plus, comme dans les années 60, de voir dans la distribution des salaires à la fois un coût et un débouché, mais seulement un coût, puisque les marchandises produites seront le plus possible exportées. Un processus de régulation qui permettrait l'augmentation de la demande interne et le maintien d'un niveau de vie décent, ça ne compte plus: en fait, on introduit une dissociation entre le lieu de production de la valeur et le lieu de sa réalisation.

L'impact social est considérable. De plus, les dévaluations - qui sont centrales dans les programmes d'ajustement imposés par les bailleurs de fonds - vont provoquer des redistributions de revenu à l'intérieur du pays, à l'avantage des secteurs exportateurs plutôt que des secteurs qui produisent pour le marché interne. Les programmes d'ajustement démolissent les règles sociales existantes, et génèrent de nouveaux rapports de forces internes. Les inégalités se développent; dans les zones rurales, beaucoup de petits propriétaires perdent leurs terres pour devenir main-d'œuvre salariée ou émigrer vers les villes.

Pour rembourser la dette, les États sont amenés à favoriser les cultures de rente; les paysans qui ne peuvent rencontrer les conditions nouvelles de production se trouvent marginalisés socialement, économiquement et politiquement. D'où trois types de difficultés.

1) Sur le plan politique, à cause des problèmes de sous-emploi et chômage, de déflation, de désindustrialisation, de marginalisation sociale, on tend vers de nouveaux modèles de répression pour contrôler une situation qui devient de plus en plus explosive.

niveau de consommation sur les rentes du pétrole et, à partir du moment où le prix du pétrole se trouve divisé par trois en dollars constants, ils se retrouvent eux aussi le bec à l'eau.

### Deux poids, deux mesures

On a tendance à voir dans le problème de la dette «les avatars du développement». Il serait plus juste de parler des avatars de l'internationalisation de l'économie. Ce sont les transformations de l'économie mondiale, au cours des vingt dernières années, qui ont provoqué l'endettement du tiers monde.

Même si on continue d'en parler

2) Quand on parle de marginalisation, il faut songer à l'exclusion pure et simple de groupes croissants de population, leur refoulement aux frontières parce qu'on ne peut plus composer avec eux sur le plan national. Le phénomène des déplacements massifs de réfugiés ne peut s'expliquer que par des causes structurelles. Mais les organismes internationaux ne voient pas d'autre solution que de fixer les réfugiés et de les rendre productifs dans les pays avoisinant leur terre d'origine. On parle maintenant de transformer certains camps de réfugiés en zones franches. Dans ses politiques concernant les réfugiés, la Banque mondiale ne se pose jamais la question de la vulnérabilité, de l'extraversion et de la fragilité entretenue de l'économie, pour expliquer ces masses de populations déplacées, en Afrique surtout où se trouvent la moitié des réfugiés de la planète...

3) Dans un récent rapport sur l'Afrique («Les besoins financiers de l'ajustement dans la croissance en Afrique sub-saharienne 1986-1990»), la Banque mondiale suggère, entre autre, puisqu'il n'y aurait pas d'issue à la situation actuelle, rien moins que le contrôle de la natalité. Il n'est pas difficile d'identifier qui sera touché par ces politiques d'ajustement: quelles populations on choisira de limiter et de quelle manière. Cette situation est tout bonnement inacceptable.

La Banque mondiale et le FMI exercent une tutelle sur les gouvernements des pays endettés: on impose de limiter le rôle du secteur public, on exige la restructuration ou la fusion de certains ministères, on restructure l'économie sur la base de l'exportation. Toutes ces interventions sont faites de l'extérieur. Elles prétendent obliger un État à se conformer à des normes qu'on dit immuables, alors qu'elles ont été édictées par des États-nations qui interdisent à d'autres États d'exercer leur souveraineté économique.

Enfin, les règles du jeu ne sont pas les mêmes pour tous. Il n'est pas facile de justifier, en termes strictement économiques, qu'on refuse d'avancer des prêts au Nicaragua quand on en accorde au Salvador... ■

On impose aux pays en développement d'avoir une économie ouverte alors que l'économie des pays industriels est en train de se fermer. On impose aux pays en développement d'avoir des finances publiques en équilibre alors que la situation engendrée par le déficit des finances publiques américaines se répercute directement sur les taux d'intérêt que subissent les pays du tiers monde. On impose aux pays en développement de s'ajuster à l'avantage comparatif et à une certaine vérité des prix, alors que les États-Unis et la Communauté européenne se livrent une guerre agricole qui perturbe gravement le marché international.

Pour chercher une alternative et voir les choses de manière constructive, il faut partir de l'interdépendance que créent la nouvelle situation de l'écono-

mie internationale et la situation d'endettement. Autrement, on aboutit au point où les flux nets vont des pays en voie de développement vers les pays industriels!

Ainsi, en 1985-86, la contribution nette du FMI au financement des balances de paiement des pays membres a été négative: le total des nouveaux crédits (3,9 milliards) a été inférieur de quelque 340 millions à celui des remboursements, alors que la contribution nette du Fonds monétaire avait été de 3,2 milliards l'année précédente.

Plus encore, d'après les chiffres du FMI, il y aurait eu un flux net de 27 milliards de dollars des pays en voie de développement vers les pays industriels. Ce qui est vraiment la logique de l'ajustement. À partir du moment où on n'a plus confiance aux pays débiteurs, il y a beaucoup moins de flux privés; ne restent que les flux publics pour essayer de maintenir ces pays à flot et, comme on table sur des croissances extrêmement faibles, on engage très peu d'argent. Cela revient à gérer l'enfoncement. Et, pour la plupart des pays pauvres, c'est purement catastrophique.

### Et les solutions?

L'idée commence à faire son chemin que beaucoup de pays ne pourront tout simplement pas payer. Le problème, c'est qu'on ne peut pas déclarer un moratoire ou annuler les dettes sans faire sauter le système bancaire international. En cas d'annulation pure et simple, plusieurs grandes banques américaines devraient se déclarer en faillite. On est donc amené à bricoler des solutions au coup par coup. Les pays industriels ne veulent pas entendre parler d'un traitement plus général du problème, qui mettrait en cause le système financier international (pareille remise en cause est-elle d'ailleurs possible?). Il faut, en quelque sorte, étaler le non-remboursement de manière que le système financier puisse absorber le coup.

Oui, l'idée fait son chemin mais, encore là, de manière très dissymétrique. Quand, en novembre 1986, le Mexique s'est de nouveau trouvé dans l'impossibilité de rencontrer ses obligations, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont débloqué 6 milliards et ils ont fait pression sur les banques privées pour qu'elles arrivent à sortir 6 autres milliards. C'est parce que c'est le Mexique, un client très important pour

les États-Unis et pour le système bancaire international. En fait, il y a des pays qui en auraient encore plus besoin que le Mexique. À Madagascar, certaines catégories de la population commencent à souffrir de la faim pour des raisons économiques: l'économie est en pièces... mais les institutions internationales ne sont pas pressées.

Il est essentiel qu'il y ait des flux nets de capitaux vers le tiers monde et vers les pays les moins développés. La position qui commence à se dessiner dans les pays du tiers monde, de ne pas consacrer au service de la dette plus d'une certaine partie de leurs revenus, est tout à fait raisonnable. La contrainte financière est telle, actuellement, qu'elle désorganise l'appareil de production: elle met la demande à un niveau si bas qu'il n'y a pas moyen de restructurer l'offre. En réalité, le problème qui se profile derrière l'internationalisation et l'endettement, c'est celui de la régulation économique internationale.

Les pays industriels craignent énormément toute position concertée des pays débiteurs et font tout pour l'empêcher, notamment en traitant séparément et à des conditions privilégiées le cas des plus gros débiteurs (Mexique, Brésil, Argentine), qui sont le plus à même de peser sur les négociations. Pourtant, cette menace d'un front des débiteurs a été déterminante pour faire avancer l'idée que le poids de la dette doit être réparti plus équitablement entre créanciers et débiteurs, et que le retour à la croissance des pays du tiers monde doit passer avant le recouvrement de ces créances contractées dans des conditions si particulières. Le renforcement de la position des débiteurs est une étape importante pour sortir de l'impasse.

Mais il ne faut pas se faire d'illusion: si la régulation internationale doit prévenir la rupture pure et simple du système, il faudra que ça passe également par le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale. Le débat portera d'abord sur les fonds dont ces deux organismes pourront disposer. Ces dernières années, les États-Unis se sont opposés aux augmentations de fonds de la Banque et à la possibilité de créer des DTS (droits de tirage spéciaux) du FMI, en disant que ces mesures allaient favoriser l'inflation. Pendant ce temps-là, ils se paient un déficit budgétaire de 200 milliards...

Il convient également de reconnaître l'importance des efforts faits pour essayer de réguler et de stabiliser, comme les accords passés entre les pays industriels pour arriver à stabiliser les taux de change. Évidemment, ça reste une

entente entre les plus forts. Mais ça vaut probablement mieux que pas d'entente du tout. Car il ne faut pas se leurrer: les plus forts resteront pour longtemps encore les plus forts et ils mettront en place ce qu'ils auront envie de mettre en place.

D'ailleurs, la réflexion du FMI et de la Banque mondiale est en train de dépasser l'économie néo-classique pure et dure («ouvrez, rétablissez une économie de marché, créez l'environnement favorable et vous verrez que l'initiative privée fera des merveilles!»). Ils se rendent bien compte que, dans la majorité des pays du Sud, ça ne marche pas.

### L'urgence

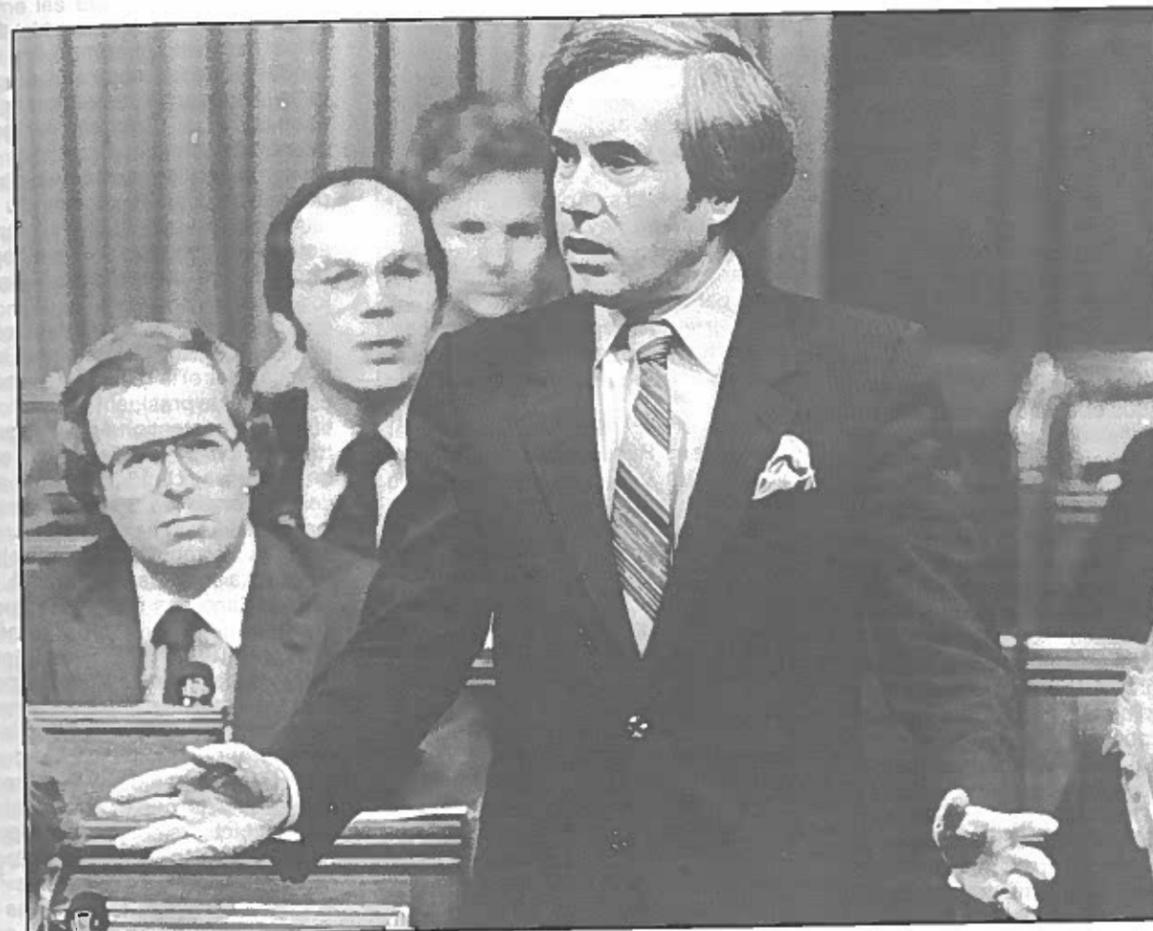
Les institutions comme la Banque mondiale et le FMI suivent une logique financière tout en s'occupant de développement. C'est pourquoi leurs instruments d'analyse gommant la réalité. Ils ne rendent pas compte de la gravité, sur le terrain, de la famine, de la marginalisation sociale et politique, de la dégradation générale dans beaucoup de pays africains. La situation actuelle exige qu'on réponde aux besoins internes de ces pays, alors qu'on est en train d'orienter leurs ressources vers l'exportation. On minimise le problème alimentaire, qui va s'aggravant.

Il y aurait peut-être une autre voie. Car après tout les Africains ont eux-mêmes proposé des solutions, en particulier dans le cadre de l'OUA. Mentionnons simplement le «Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000» publié par l'OUA en 1981, dont la philosophie d'interdépendance, de complémentarité, d'intégration régionale, ne correspond pas aux orientations extraverties et désarticulées qu'on est en train de leur imposer. Si on accepte de dépasser le court terme pour considérer la question de fond, qui est celle du développement, il ne fait pas de doute que les auteurs du Plan d'action de Lagos ont raison. Toute la question est de savoir combien il faudra encore de famines, de coups d'Etat, de déplacements de population, avant qu'on le reconnaisse. Car autrement, le long terme ne sera qu'une série de courts termes désastreux, désespérément semblables les uns aux autres et aboutissant à renforcer la ceinture de misère qui supporte l'Occident. ■

## La neutralité canadienne en Amérique centrale GRANDS PRINCIPES ET GROS SOUS

par Pierre Beaucage

département d'anthropologie, Université de Montréal



Un diplomate influençable: le secrétaire d'État McGuigan

Contrairement à la plupart des pays occidentaux, le Canada n'a pas une longue expérience dans le domaine des relations avec le tiers monde. Comme nos porte-parole se font un devoir de le répéter: «Nous n'avons jamais eu de colonies...»

Ce n'est qu'en 1968 que le gouver-

nement de P.E. Trudeau dotait le Canada de sa première politique articulée et globale face à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique latine. Remplaçant les initiatives dispersées du précédent Bureau de l'aide extérieure, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) se voulait axée sur «la coopération en vue du développement»: coopération de pays à pays, participation aux institutions internationales (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement...), appui aux organismes régionaux d'intégration économique (comme le Pacte andin), assistance aux plus

démunis, entre autres à travers les organisations non gouvernementales (les ONG).

On postulait alors que le développement économique dans le tiers monde entraînerait à la fois la démocratisation de ces pays et la stabilisation de la situation internationale; le sous-développement, au contraire, est porteur de «violence» et de «confrontations» lourdes de conséquences<sup>1</sup>. Le Canada adoptait donc ce qu'on pourrait appeler l'approche socioéconomique face aux problèmes du tiers monde.

1. Agence canadienne de développement international, *Stratégie de coopération au développement international 1975-1980*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 1975.